

Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par OCHA et couvre la période du 1^{er} au 15 mars 2021.

FAITS SAILLANTS

- 30 civils tués en l'espace d'une semaine dans le territoire de Beni
- Plus de 7 500 personnes déplacées à cause des violences armées dans le Masisi
- 16 590 personnes retournées ont besoin d'une assistance multisectorielle dans le territoire de Walikale

APERÇU DE LA SITUATION

1. Territoire de Beni

Le territoire de Beni reste confronté aux violences armées qui ne cessent d'aggraver la situation de protection des civils. Selon la société civile locale, environ 30 personnes ont été tuées entre le 8 et le 15 mars lors d'attaques dans des localités du secteur Rwenzori sur l'axe Beni-Kasindi, dans la zone de santé de Mutwanga, et dans des localités sur l'axe Oïcha-Eringeti ainsi que dans la cité d'Oïcha dans la zone de santé d'Oïcha. Selon la société civile locale, le 14 mars, un poste de santé a également été pillé au cours de l'attaque du village de Kalalangwe dans cette dernière zone, ramenant à six le cumul des structures sanitaires attaquées par des hommes armés, depuis septembre 2020.

Par ailleurs, selon la société civile locale, le comité de déplacés et les autorités administratives, le territoire de Beni a accueilli plus de 50 000¹ personnes déplacées à Eringeti, Oïcha, Mavivi et Beni-ville, en provenance de plusieurs villages du territoire d'Irumu, en Ituri. Ces déplacés ont fui les attaques armées qui ont eu lieu entre le 14 février et le 7 mars. Les acteurs humanitaires préparent une série de missions d'évaluation rapide dans ces zones d'accueil, à partir du 16 mars, afin d'identifier les besoins prioritaires de ces déplacés et les problèmes de protection auxquels ils sont confrontés.

Localités affectées par des violences et des déplacements signalés entre le 1^{er} et 15 mars



D'un autre côté, à la faveur d'une accalmie, environ 14 000 ménages sont retournés dans leurs villages respectifs de la zone de santé de Kamango entre décembre 2020 et février 2021, selon les autorités administratives locales. Ces familles retournées avaient fui les attaques d'hommes armés à Kamango en décembre 2019, et s'étaient réfugiées vers Nobili et Ndjapanda, à l'est du territoire de Beni, à la limite avec la frontière ougandaise. Outre des soins de santé primaire, ces personnes retournées ont des besoins urgents en articles ménagers essentiels, abris et en éducation. A noter qu'au 28 février, la zone de santé de Kamango accueillait plus de 45 pour cent des personnes déplacées du territoire de Beni, soit près de 400 000 personnes.

¹ Chiffres approximatifs sous réserve de confirmation par des évaluations prévues.

Cependant, seuls trois acteurs humanitaires exécutent des projets en sécurité alimentaire, éducation ainsi qu'en eau, hygiène et assainissement dans la zone.

2. Territoire de Masisi

Selon le HCR des affrontements récurrents entre l'armée congolaise et un groupe armé dans plusieurs localités du groupement Bapfuna ont poussé 5 225 personnes à se déplacer. Les combats ont commencé le 9 mars, à Lukoko/ Kinyumba, avant de s'étendre à Nyabiondo centre et dans les localités de Lukweti, Kilambo et Lwibo.

Dans le groupement de Bashali Mokoto, ces violences armées étaient concentrées dans les localités de Ngingwe et Bucariki le 11 mars, occasionnant le déplacement d'environ 2 500 personnes vers les villages de Busumba et Muhongozi. Ces populations vivent dans une grande vulnérabilité au sein de familles d'accueil et dans un site collectif. Actuellement, la poursuite des combats empêche la tenue d'une évaluation des besoins de ces personnes déplacées.

3. Territoire de Walikale

La présence et les activités de groupes armés dans le territoire de Walikale continuent d'engendrer des mouvements de population et des incidents de protection. Entre le 3 et le 8 mars, les affrontements entre groupes armés dans la localité de Nsuka, ont poussé environ 3 800 personnes au déplacement vers Kalembe-Kalonge. Ces personnes déplacées ont été reçues en familles d'accueil. Elles s'ajoutent à environ 11 000 autres personnes déplacées arrivées dans cette localité entre décembre 2020 et février 2021. Leurs besoins prioritaires tournent autour des vivres, moyens financiers, abris et articles ménagers essentiels, selon le rapport d'une évaluation publiée le 8 mars conjointement par les ONG Heks Eper et RACQJ.

Par ailleurs, dans le groupement d'Ikobo, le 9 mars, plus de 1 000 personnes se sont déplacées vers la localité de Buleusa, à la suite des combats entre groupes armés dans les localités de Bukumbirwa, Kilambo, Kishonja, et Ngerere.

ACTIVITÉS HUMANITAIRES ET GAPS

Multisectoriel :

16 590 personnes retournées dans la localité de Buleusa, territoire de Walikale, ont besoin d'une assistance multisectorielle, notamment en sécurité alimentaire, articles ménagers essentiels et en eau-hygiène-assainissement. Ces besoins prioritaires ont été identifiés lors d'une mission d'évaluation réalisée par l'ONG locale Comité des interventions humanitaires (CIH) du 9 au 14 mars. Ces personnes proviennent des localités de Miriki du territoire de Lubero, et Kanyabayonga du territoire de Rutshuru, où elles s'étaient réfugiées lors d'affrontements entre groupes armés entre janvier et février 2021. Pour l'heure, seuls deux partenaires humanitaires y exécutent des projets en nutrition et en protection de l'enfance.

Education :

La société civile de Bukombo dans le territoire de Rutshuru, rapporte qu'environ 2 250 élèves de neuf écoles primaires n'ont pas accès à l'éducation depuis la reprise des cours le 22 février. Ces écoles se trouvent dans les zones affectées par des affrontements armés récurrents, liés aux opérations militaires lancées par l'armée congolaise contre une coalition des groupes armés depuis le 29 janvier. Un plaidoyer continue d'être mené auprès des autorités compétentes pour l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone afin que les cours reprennent.

CHIFFRES CLES

2 123 970

personnes déplacées internes dans le Nord-Kivu (CMP – 11 mars 2021)

762 912

personnes retournées dans le Nord-Kivu (CMP – 11 mars 2021)

1 243

incidents de protection en février 2021 (Monitoring de protection du Nord-Kivu)

79

acteurs humanitaires opérationnels dans le Nord-Kivu (3W-janvier 2021)

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Tobias Schuldt, Chef de sous-bureau OCHA Nord-Est, schuldt@un.org Tél : +243 817 06 1207 | +243 970 00 37 66

Endurance Lum Nji, Chargée de l'information publique et du plaidoyer, OCHA Goma, endurance.nji@un.org, Tél : +243 817 08 16 89

Emmanuelle Osmond, Cheffe de bureau adjointe, OCHA RDC, emmanuelle.osmond@un.org, Tél : +243 817 06 12 22

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur www.humanitarianresponse.info ; www.unocha.org ; www.reliefweb.int

Suivez-nous sur nos pages [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)